

Sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI

Renforcer le pouvoir des travailleurs



TNS opinion



Résumé analytique	4
Renforcer le pouvoir des travailleurs	
Accès à la représentation syndicale	7
Avantages de la présence de syndicats sur le lieu de travail	9
Perspectives économiques et sociales	
Situation financière personnelle	11
Expérience personnelle ou familiale du chômage	12
Genre – lois en matière de sécurité d'emploi	14
Situation financière personnelle: pas assez d'argent pour les biens de première nécessité	15
Revenus de la famille et coût de la vie	16
Situation économique du pays	17
Crise au niveau de la direction politique	
Le gouvernement et le chômage	18
Les gouvernements accordent la priorité aux intérêts des entreprises	20
Direction du pays	21
L'avidité commerciale en hausse	
Normes internationales du travail	22
Le plan en cinq points – un programme en matière d'organisation	
1. Programme politique de création d'emplois	23
2. Obtenir des salaires corrects en payant raisonnablement les biens et les services	24
3. Droits du travail.....	25
4. Socle de protection sociale.....	27
5. Politiques fiscales.....	28
Méthodologie du sondage	29

Le Congrès mondial de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui se tiendra en 2014 sous le thème «Renforcer le pouvoir des travailleurs», marque une étape stratégique dans la reconquête de nos démocraties, de nos communautés, de notre dignité du travail et de nos droits en tant que travailleurs et travailleuses.

Nous assistons à un inquiétant déficit de travail décent, dans une économie en crise au sein de laquelle les femmes, les jeunes et les personnes ayant moins accès à la protection sociale en subissent les conséquences de manière disproportionnée.

Le modèle dominant de l'entreprise cupide gouverne une économie mondiale basée sur des salaires de misère et des emplois précaires et dangereux. Il faut mettre fin à ce système. Nous battons en brèche la menace qui pèse sur l'égalité, la justice sociale et notre environnement, émanant du pouvoir et de l'influence que ces entreprises exercent sur des gouvernements démocratiquement élus.

La CSI est déterminée à relever ce défi en renforçant le pouvoir de la main-d'œuvre. La syndicalisation d'hommes, de femmes et de jeunes, partout dans le monde, est ici essentielle.

L'état du monde n'est guère réjouissant pour les travailleurs et les travailleuses. Le chômage augmente à nouveau et touche plus de 200 millions de personnes. Quant au chômage des jeunes, c'est un problème auquel sont confrontées presque toutes les nations.

Dans le cadre de son sondage d'opinion mondial 2013, la CSI a interrogé des adultes en Afrique du Sud, en Allemagne, en Belgique, au Brésil, au Canada, en Chine, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Inde, au Japon, au Royaume-Uni et en Russie. Ses conclusions représentent les opinions de plus de 3,7 milliards d'individus, soit, selon les estimations des Nations unies, près de la moitié de la population mondiale.

Renforcer le pouvoir des travailleurs

Le défi est de taille. Dans le monde, la population active s'élève à 2,9 milliards de personnes et la main-d'œuvre informelle se monte à 1,7 milliard d'individus.

Les syndicats organisent 200 millions de personnes. Même si la famille de la CSI représente la plus grande force démocratique sur terre, nous n'organisons actuellement que sept pour cent de la main-d'œuvre dans le monde.

Il faut donc que nous nous concentrions sur l'aspiration principale de «Renforcer le pouvoir des travailleurs» pour veiller à disposer de la puissance démocratique nécessaire à la réalisation des droits et pour façonner un monde qui générera des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale pour toutes et tous.

Nous savons que nous devons organiser pour nous développer. Si nous voulons renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses et, nécessaire pour garantir la démocratie, le travail décent, l'égalité et la justice sociale, nous devons franchir la barrière des sept pour cent et nous devons syndicaliser.

Nous devons organiser la main-d'œuvre du secteur formel, mais aussi, bien sûr celle de l'économie informelle afin de créer des emplois formels décents s'accompagnant avant tout de liberté syndicale, d'une protection sociale, d'un salaire minimum et du droit de négocier collectivement.

Le sondage d'opinion mondial de la CSI montre que 64 pour cent de la population active estime qu'elle a accès à un syndicat sur son lieu de travail ou qu'elle y accéderait facilement. **[Graphique 1]**

Trente-neuf pour cent des personnes ayant répondu indiquent que soit elles ont accès à un syndicat, soit que leurs conditions de travail sont couvertes par une convention collective, et 25 pour cent estiment qu'il serait «aisé de parvenir» à une telle couverture syndicale. **[Graphique 1]**

Soixante-huit pour cent des femmes estiment qu'elles ont accès à un syndicat au travail ou qu'il est facile d'en contacter. **[Graphique 2]**

Soixante et onze pour cent des jeunes de moins de 40 ans pensent qu'ils ont accès à un syndicat au travail ou qu'il est facile d'y parvenir. **[Graphique 3]**

Soixante-quatorze pour cent des populations des pays «BRICS» (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) estiment qu'elles ont accès à un syndicat au travail ou que cela ne devrait pas poser de difficultés. **[Graphique 4]**

Plus de deux personnes interrogées sur trois (68 pour cent) s'accordent pour dire que «les entreprises qui ont un syndicat pour représenter les travailleurs leur offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité». **[Graphique 5]**

Les réponses sont identiques pour les hommes et les femmes, **[Graphique 6]** alors que davantage de jeunes de 18 à 24 ans sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les syndicats offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité par rapport aux autres groupes d'âge. **[Graphique 7]**

Le consensus sur le fait que la présence d'organisations syndicales crée de meilleurs lieux de travail, associé au soutien considérable pour les valeurs et les politiques syndicales – des droits au travail aux socles de protection sociale – mis en avant dans le sondage d'opinion mondial de la CSI, indique que les conditions sont favorables à un programme d'organisation.

Perspectives économiques et sociales

L'état du monde n'est guère réjouissant pour les travailleurs et leur famille.

Cinq années après le début de la «grande récession», l'échec des mesures d'austérité a conduit à des niveaux extrêmes de chômage, a accru les inégalités et est à l'origine de la marginalisation des jeunes et du désespoir dans un secteur informel en pleine expansion où les règles ne s'appliquent simplement pas.

L'économie mondiale n'est plus aussi sûre aujourd'hui qu'il y a sept ans et nous sommes désormais confrontés à une sévère crise de l'emploi et à des inégalités pour lesquelles les dirigeants n'ont pas de programmes sérieux.

Les prévisions de croissance mondiale s'élèvent à 3,1 pour cent et le FMI les a déjà revues à la baisse à sept reprises.

Le taux de chômage dans le secteur formel reste figé à environ 200 millions de personnes. Quant au chômage des jeunes, il prive un grand nombre d'entre eux de la dignité de travailler.

“

La CSI veut renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses, en organisant des hommes, des femmes et des jeunes. Nous sommes prêts à riposter aux attaques portées aux travailleurs et à leur famille.

”

Les inégalités sont en hausse dans presque toutes les nations et la part des salaires dans la richesse n'a jamais été aussi basse.

Les personnes qui ne peuvent se le permettre financièrement sont de plus en plus privées d'accès à la santé, à l'éducation publique, aux transports et aux services publics en général. L'évasion fiscale des grandes entreprises est largement répandue.

Selon les meilleurs pronostics, nous traversons une période de stagnation prolongée.

Cinquante-neuf pour cent des citoyens ne sont plus en mesure d'épargner.

[Graphique 8]

Une famille de travailleurs sur deux a directement subi soit une perte d'emploi, soit une réduction du temps de travail. **[Graphique 9]**

Quatre-vingt-sept pour cent des personnes interrogées à l'occasion du sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI ont déclaré que leurs revenus ont chuté ou ont stagné par rapport au coût de la vie. **[Graphique 14]**

Les femmes et les personnes qui ont moins accès à l'éducation ont été plus sérieusement affectées par la crise.

Par ailleurs, le nombre d'années consacrées aux études a une incidence sur les risques de chômage ou de réduction du temps de travail: celles et ceux qui sont toujours aux études ou qui ont moins d'années d'éducation sont plus touchés par l'insécurité au travail. **[Graphique 10]**

Cinquante-deux pour cent des femmes (par rapport à 46 pour cent des hommes) ont directement subi une perte d'emploi ou une réduction du temps de travail. Cinquante-sept pour cent des jeunes femmes sont touchées. **[Graphique 11]**

Soixante-six pour cent des femmes ne pensent pas que les lois protègent leur sécurité d'emploi alors qu'ils sont 61 pour cent à être du même avis chez les hommes. **[Graphique 12]**

Treize pour cent des femmes ne disposent pas d'assez de revenus pour payer leurs besoins les plus élémentaires. **[Graphique 13]**

Quinze pour cent des personnes qui ont quitté l'école à l'âge de 15-19 ans ne disposent pas d'assez de revenus pour payer leurs besoins les plus élémentaires alors qu'ils sont neuf pour cent des personnes ayant quitté l'école à l'âge de 20 ans ou plus. **[Graphique 13]**

Seulement 12 pour cent des femmes ont déclaré que leurs revenus avaient augmenté par rapport au coût de la vie (14 pour cent chez les hommes). **[Graphique 15]**

Les personnes ayant moins d'années d'éducation ont davantage subi une diminution de leurs revenus par rapport au coût de la vie que celles qui comptabilisent plus d'années d'étude. **[Graphique 16]**

Soixante-cinq pour cent des femmes ont exprimé un avis négatif sur la situation économique de leur pays alors qu'ils étaient 60 pour cent à le faire chez les hommes. **[Graphique 17]**

Crise au niveau de la direction politique

Nous sommes confrontés à une crise mondiale au niveau de la direction politique, les gouvernements manquant de la volonté politique nécessaire pour agir urgemment et en coopération les uns avec les autres.

Les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement. Quatre-vingts pour cent des personnes ayant répondu au sondage estiment que leur gouvernement n'est pas parvenu à combattre efficacement le chômage. **[Graphique 18]**

La méfiance envers les gouvernements et les institutions est élevée: seulement 13 pour cent des personnes pensent que les autorités agissent dans leur intérêt et 28 pour cent se montrent désenchantés, ou pire découragés, convaincus que les gouvernements n'agissent ni dans l'intérêt des travailleurs ni dans celui des entreprises. **[Graphique 19]**

Les gouvernements et les institutions internationales ne sont pas parvenus à mettre en place des démocraties sûres et participatives pour les populations ni à veiller à la pérennité de la planète au 21^e siècle.

Ils n'ont pas construit des économies stables au grand détriment des travailleurs et des travailleuses, de leurs familles et communautés.

Ils n'ont pas non plus riposté aux menaces climatiques et ne sont pas parvenus à renforcer la démocratie ni à faire régner la paix dans le monde.

Les citoyens éprouvent de plus en plus de défiance envers les gouvernements qui accordent la priorité aux intérêts commerciaux plutôt qu'aux besoins, aux préoccupations et aux moyens de subsistance des travailleurs et des travailleuses. Le désenchantement est plus marqué chez les femmes: seuls 12 pour cent d'entre elles pensent que les gouvernements s'intéressent aux intérêts de la population active. **[Graphique 20]**

Interrogées sur la direction de leur pays, un indicateur souvent utilisé pour suivre le soutien apporté aux gouvernements nationaux, les femmes sont plus négatives que les hommes: 54 pour cent estiment que leur pays va dans la mauvaise direction.

[Graphique 21]

L'avidité commerciale en hausse

Les entreprises et leurs partisans politiques ont tiré profit de la grande récession pour faire pencher le rapport de forces en faveur des grandes sociétés aux dépens des citoyens ordinaires et pour éradiquer des décennies de progrès accomplis par les syndicats et les autres forces progressistes, nuisant ainsi aux démocraties.

Les grandes entreprises agissent dans l'intérêt d'une minorité.

Le sondage d'opinion mondial de la CSI montre que la moitié de la population de la planète est prête à payer plus si cela implique des salaires plus élevés pour la main-d'œuvre. **[Graphique 24]** Même les personnes n'ayant pas véritablement de revenu disponible et confrontées à de vraies inégalités indiquent qu'elles sont disposées à payer davantage des biens et des services s'ils s'accompagnent de salaires décents, et le fait d'être directement touché par le chômage ou par une réduction du temps de travail n'a pratiquement aucun impact sur cette position.

“

Les gouvernements et les institutions internationales n'ont pas construit des économies stables, au grand détriment des travailleurs et des travailleuses, de leurs familles et communautés. Ils n'ont pas non plus riposté aux menaces climatiques.

”

Presque toutes les personnes ayant répondu au sondage d'opinion mondial de la CSI étaient favorables à l'idée de lier les entreprises aux normes internationales du travail en vue de la protection des travailleurs et du paiement d'un salaire raisonnable.

Quatre-vingt-quinze pour cent des individus sondés étaient d'avis que «toutes les sociétés, tous les entreprises et employeurs devraient verser aux travailleurs un salaire raisonnable indépendamment du lieu où ils travaillent». [Graphique 22]

De la même façon, 91 pour cent étaient favorables à ce que «les sociétés internationales soient soumises à des règles internationales relatives aux conditions de travail des employés qui fabriquent leurs produits et services, quel que soit le pays où se trouvent les employés». [Graphique 22]

Quatre-vingts pour cent des sondés soutiennent des «normes internationales de travail qui impliquent que les sociétés multinationales paient mieux les travailleurs, même si cela signifie payer un peu plus cher les produits ou les services». [Graphique 22]

Le plan en cinq points: un programme en matière d'organisation pour des emplois, des salaires décents et une protection sociale

Le sondage d'opinion mondial de la CSI révèle que les citoyens réclament ce que les syndicats offrent: partout sur la planète, les populations soutiennent un plan en cinq points destiné à réduire les incertitudes et les inégalités, et à redonner l'espoir à des milliards de travailleurs et de travailleuses; un plan pour la création d'emplois, pour des salaires équitables, des législations du travail solides, un socle de protection sociale et davantage d'égalité, prévoyant que les grandes entreprises paient leur juste part d'impôts.

Tels sont les points autour desquels nous devons organiser sur nos lieux de travail et au sein de nos communautés si nous voulons renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses pour obtenir un changement.

Nous devons tirer parti de la colère et de l'incertitude des citoyens. Nous devons redonner l'espoir en offrant une vision d'un autre avenir et renforcer la position de toutes et tous grâce à un mouvement syndical international voué au changement et uni autour d'une série de revendications qui ne peuvent être ignorées.

La CSI est déterminée à renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses. L'incertitude à laquelle est confrontée la population provoque la colère et réduit à néant tout espoir.

Nous avons une vision d'un avenir prometteur pour les travailleurs/euses et leur famille, grâce à un mouvement syndical mondial fort qui peut façonner un autre avenir économique et social: un mouvement qui peut organiser et mobiliser tout le potentiel de ses nombreux membres unis contre les intérêts particuliers du capital non réglementé.

La CSI est fière de notre mouvement mondial inclusif de travailleurs et de travailleuses et nous nous tenons à leurs côtés ainsi qu'à ceux de leur famille, tout en renforçant le pouvoir des travailleurs/euses en vue de consolider la démocratie, de revendiquer des droits et de négocier un monde socialement équitable.

Sharan Burrow, secrétaire générale
Confédération syndicale internationale

Le plan en cinq points:

un programme en matière d'organisation pour des emplois, des salaires décents et une protection sociale

Le sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI montre que les citoyens du monde soutiennent un plan en cinq points destiné à réduire les incertitudes et les inégalités, et qui donne de l'espoir à des milliards de travailleurs et de travailleuses.

1 Emplois: investissements dans les infrastructures, les nouvelles technologies et les industries écologiques [Graphique 23]

Les résultats du sondage montrent un appui très marqué en faveur d'un «investissement public dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies» (92 pour cent) et pour «l'investissement public dans le secteur de l'énergie propre et de l'environnement» (88 pour cent).

2 Salaires équitables: assurer des salaires raisonnables grâce à des prix équitables [Graphique 24]

Face au choix entre payer le moins cher possible des produits et des services, et «payer un peu plus cher pour la plupart des produits ou services si les sociétés versaient à leurs travailleurs un salaire raisonnable», la moitié de la population mondiale préfère payer légèrement plus.

3 Droits du travail: adoption de législations du travail fortes et renforcement des lois nationales et internationales du travail [Graphique 25]

Partout dans le monde, les citoyens continuent d'exprimer un soutien émotionnel très fort à une série de lois du travail nationales et de normes internationales, notamment:

- «Le droit de faire grève pour obtenir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail, et normes de santé et de sécurité» (99 pour cent de «favorable», dont 75 pour cent de «très favorable»)
- «Mise en place et protection d'un salaire minimum décent» (96 pour cent de «favorable», dont 68 pour cent de «très favorable»)
- «Garantir aux travailleurs le droit de négocier collectivement» (91 pour cent de «favorable», dont 47 pour cent de «très favorable»)
- «Accorder aux travailleurs le droit de se syndiquer» (89 pour cent de «favorable», dont 44 pour cent de «très favorable»)

Les femmes manifestent des niveaux de soutien ferme au droit de grève et à un salaire minimum décent plus élevés que les hommes. [Graphique 26]

4 Socle de protection sociale: action gouvernementale pour protéger les intérêts des travailleurs et de leur famille [Graphique 27]

Les gouvernements doivent agir pour protéger les intérêts des travailleurs et de leur famille dans le but de réduire les inégalités. Le socle de protection sociale, s'accompagnant de mesures actives en matière de revenus, obtient un très fort soutien à l'échelle mondiale.

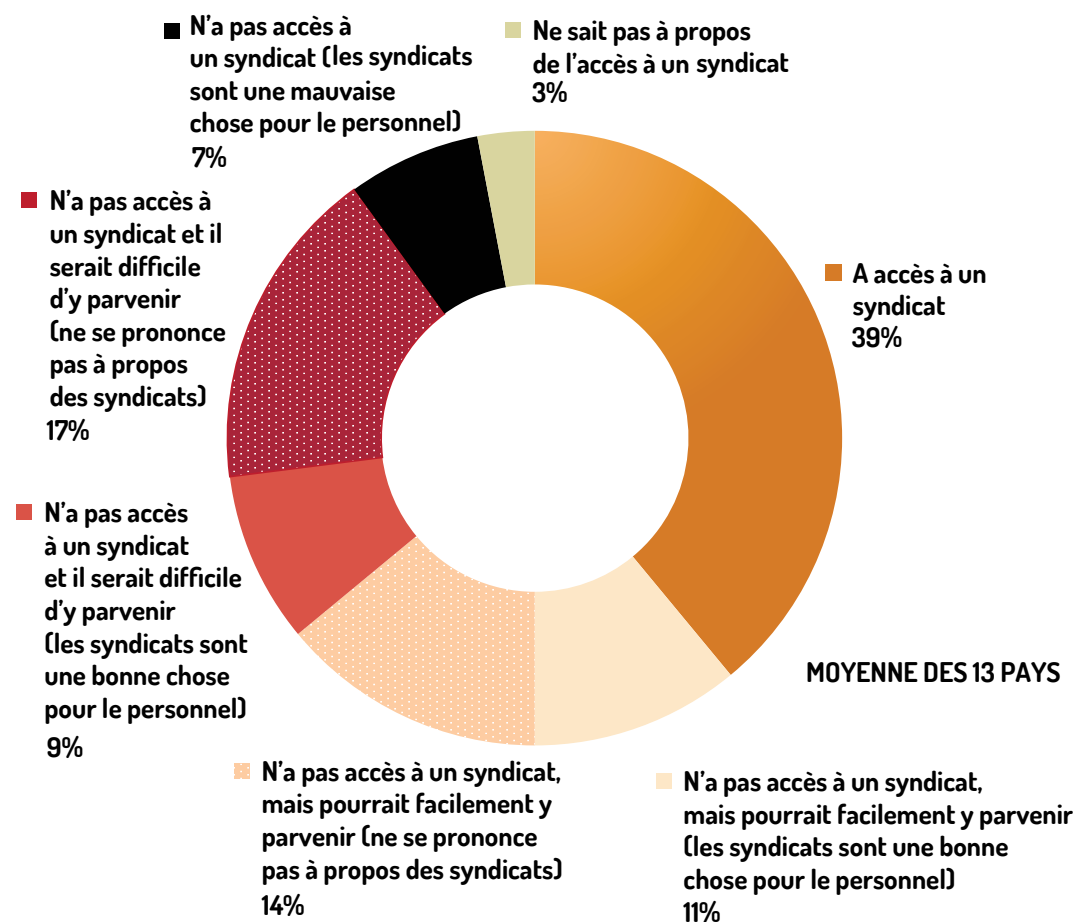
- «Un accès abordable aux soins de santé» (97 pour cent de «favorable»)
- «Un accès abordable à l'éducation» (97 pour cent de «favorable»)
- «Des pensions de retraite décentes» (96 pour cent de «favorable»)
- «Un accès abordable à la garde d'enfants» (92 pour cent de «favorable»)
- «Un accès abordable à la garde d'enfants» (92 pour cent de «favorable»)

Les femmes manifestent des niveaux de soutien à tous les éléments d'un socle de protection sociale plus élevés que les hommes. En particulier, 62 pour cent sont très favorables à un accès abordable à la garde d'enfants. Malheureusement, seulement 54 pour cent des hommes se montrent très favorables à la garde d'enfants, indispensable pour la participation des femmes au marché du travail. [Graphique 28]

5 Politiques fiscales: veiller à ce que les grandes entreprises multinationales paient leurs impôts [Graphique 29]

Les citoyens du monde désirent que cesse l'évasion fiscale. Partout sur la planète, une grande majorité de la population (86 pour cent) soutient des politiques visant à empêcher que les grandes sociétés multinationales échappent aux impôts, tandis que 80 pour cent d'entre eux sont aussi favorables à l'augmentation des impôts pour les grandes entreprises. Les citoyens insistent pour que règne davantage d'égalité.

Graphique 1: Accès à la représentation syndicale



“ 64 pour cent des travailleurs considèrent qu'ils ont accès à un syndicat sur le lieu de travail ou que le syndicat est facilement accessible, nous offrant de grandes possibilités d'organiser les travailleurs. Nos organisations membres sont actives sur ces lieux de travail.

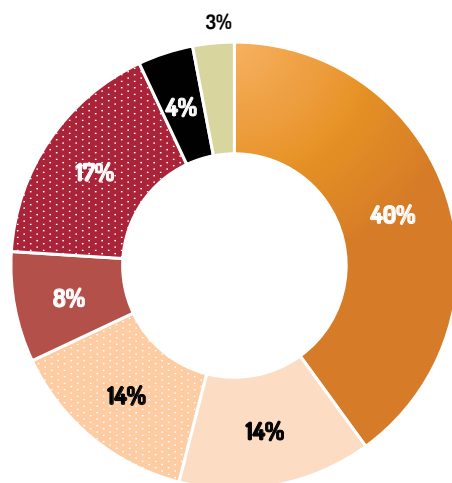
Jaap Wienen, secrétaire général adjoint de la CSI

Question

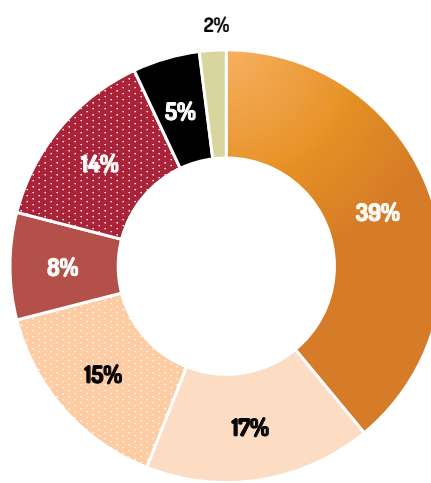
Q9 Dans votre travail, avez-vous accès à un syndicat ou est-ce que vos conditions de travail sont couvertes par une convention collective? Q9A Si non, est-ce que le fait d'avoir un syndicat ou une convention collective où vous travaillez: a. serait une bonne chose pour les travailleurs b. serait une mauvaise chose pour les travailleurs c. ne ferait aucune différence. Si vous avez répondu par a. ou c. à la Q9A, répondez à la Q9B Si vous et les autres travailleurs sur le lieu où vous avez travaillé souhaitez les faire représenter par un syndicat, dans quelle mesure serait-il difficile de le réaliser? a. Assez facilement b. Difficile mais possible c. Très difficile d. Presque impossible

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays.

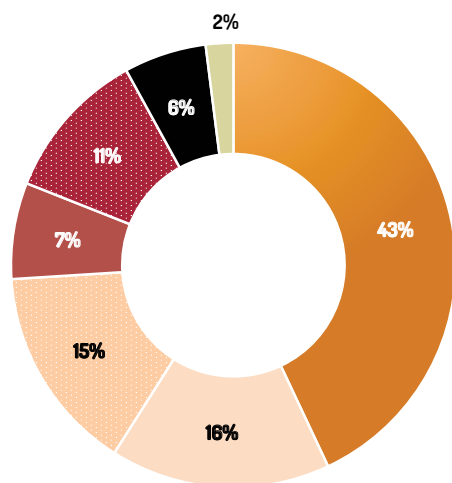
Graphiques 2, 3 et 4: Accès à la représentation syndicale (femmes, jeunes et pays «BRICS»)



Graphique 2: Femmes



Graphique 3: Jeunes (moins de 40 ans)



Graphique 4: Pays BRICS

- A accès à un syndicat
- N'a pas accès à un syndicat, mais pourrait facilement y parvenir (les syndicats sont une bonne chose pour le personnel)
- N'a pas accès à un syndicat, mais pourrait facilement y parvenir (ne se prononce pas à propos des syndicats)
- N'a pas accès à un syndicat et il serait difficile d'y parvenir (les syndicats sont une bonne chose pour le personnel)
- N'a pas accès à un syndicat et il serait difficile d'y parvenir (ne se prononce pas à propos des syndicats)
- N'a pas accès à un syndicat (les syndicats sont une mauvaise chose pour le personnel)
- Ne sait pas à propos de l'accès à un syndicat

MOYENNE DES 13 PAYS

“ Les travailleurs dans les économies émergentes, tout comme les femmes et les jeunes, savent que les droits sont essentiels à leur propre développement

Wellington Chibebe,
secrétaire général adjoint de la CSI

Question

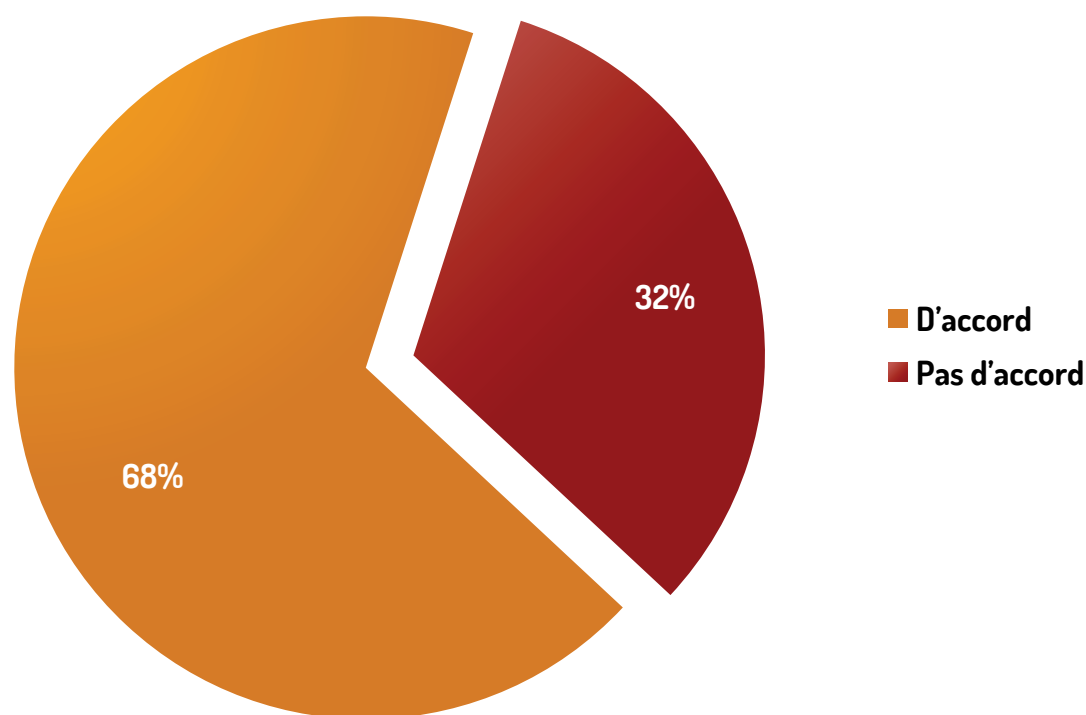
Q9 Dans votre travail, avez-vous accès à un syndicat ou est-ce que vos conditions de travail sont couvertes par une convention collective? Q9A Si non, est-ce que le fait d'avoir un syndicat ou une convention collective où vous travaillez: a. serait une bonne chose pour les travailleurs b. serait une mauvaise chose pour les travailleurs c. ne ferait aucune différence. Si vous avez répondu par a. ou c. à la Q9A, répondez à la Q9B Si vous et les autres travailleurs sur le lieu où vous avez travaillé souhaitez les faire représenter par un syndicat, dans quelle mesure serait-il difficile de le réaliser? a. Assez facilement b. Difficile mais possible c. Très difficile d. Presque impossible

Notes N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne chez les hommes, n = 6.728 en moyenne chez les femmes).

N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 5.275 en moyenne chez les jeunes)

N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 5.006 en moyenne des pays «BRICS»: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud)

Graphique 5: Avantages de la présence de syndicats sur le lieu de travail



MOYENNE DES 13 PAYS

“ De l’Espagne à la Chine, les citoyens reconnaissent que les syndicats contribuent à de meilleurs lieux de travail.

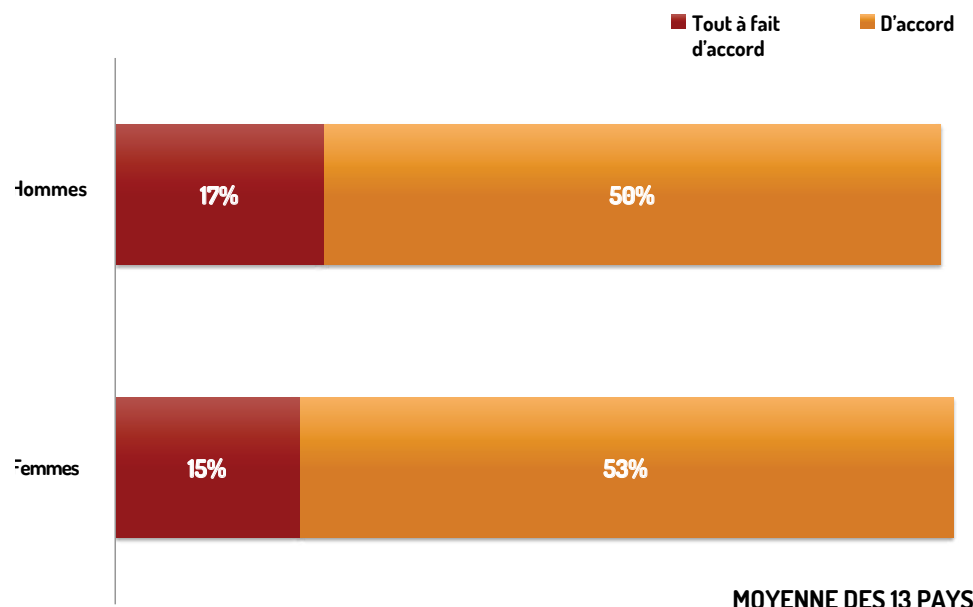
Michael Sommer, président de la DGB et de la CSI ”

Question

Q10 Êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante? Les entreprises qui ont un syndicat pour représenter les travailleurs leur offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays

Graphique 6: Genre - avantages de la présence de syndicats sur le lieu de travail



Question

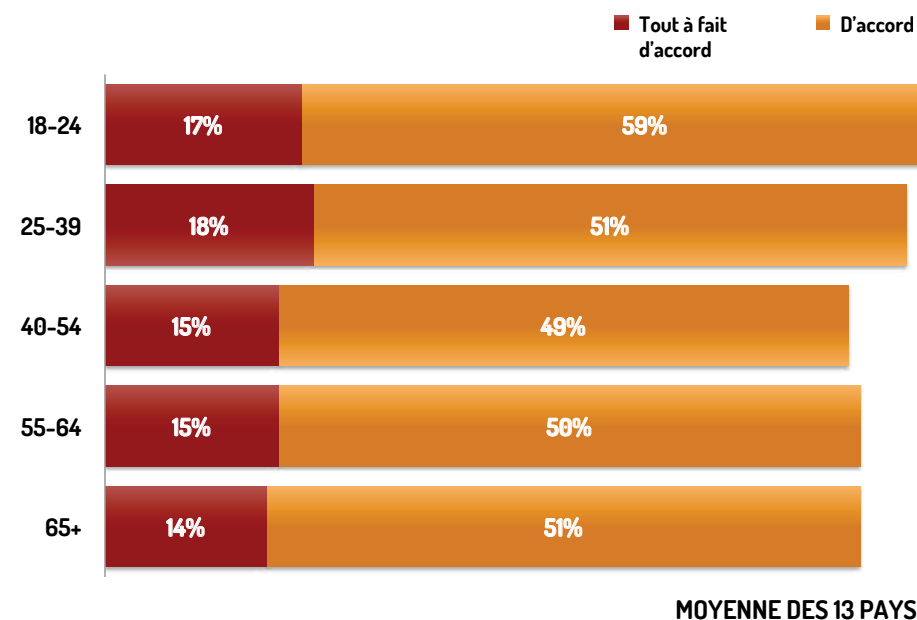
Q10 Êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante? Les entreprises qui ont un syndicat pour représenter les travailleurs leur offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité.

Note

N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne parmi les hommes, n = 6.728 en moyenne parmi les femmes).

Note N=13,015 pour une moyenne de 13 pays (n=1549 pour les 18–24 ans, n= 3726 pour les 25–39 ans, n=3641 pour les 40 – 54 ans, n= 1952 pour les 55–64 ans, n= 2128 les 65 ans et plus)

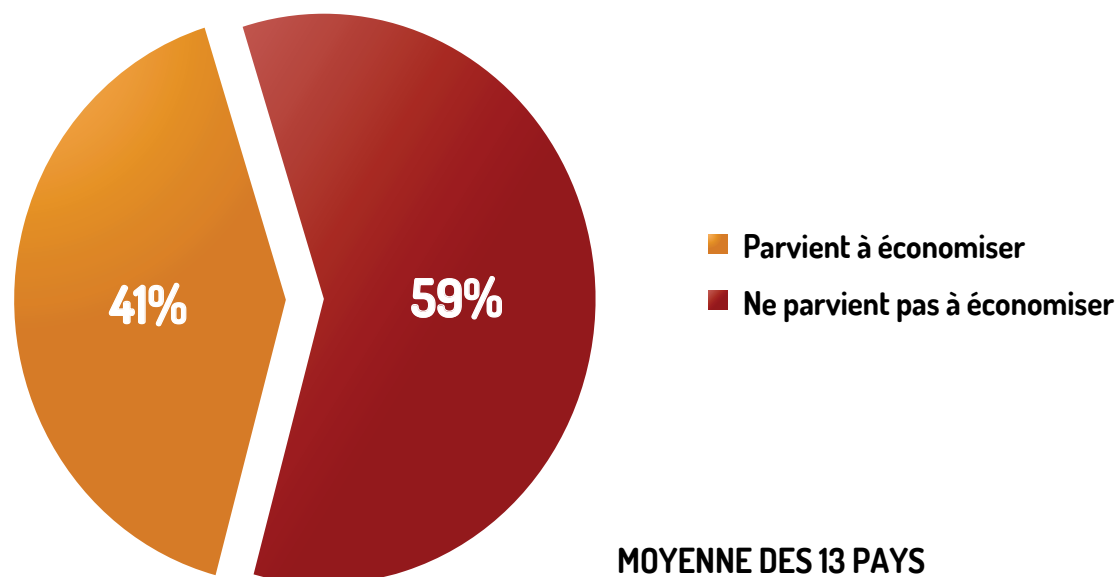
Graphique 7: Âge - avantages de la présence de syndicats sur le lieu de travail



“ Les droits fondamentaux au travail ont des effets positifs sur les familles des travailleurs et sur l'économie dans la mesure où des sociétés plus égalitaires génèrent une demande plus stable - le syndicalisme porte ses fruits.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

Graphique 8: Situation financière personnelle



“ De plus en plus de gens ont des difficultés financières; plus de la moitié des personnes ayant répondu à l'enquête ne sont plus en mesure d'économiser. Seule une croissance induite par les revenus permettra de stabiliser les économies. Pourtant, les dirigeants ne disposent d'aucun véritable plan pour l'emploi, l'évasion fiscale est courante et les outils de répartition que sont la négociation collective et la protection sociale sont attaqués. Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

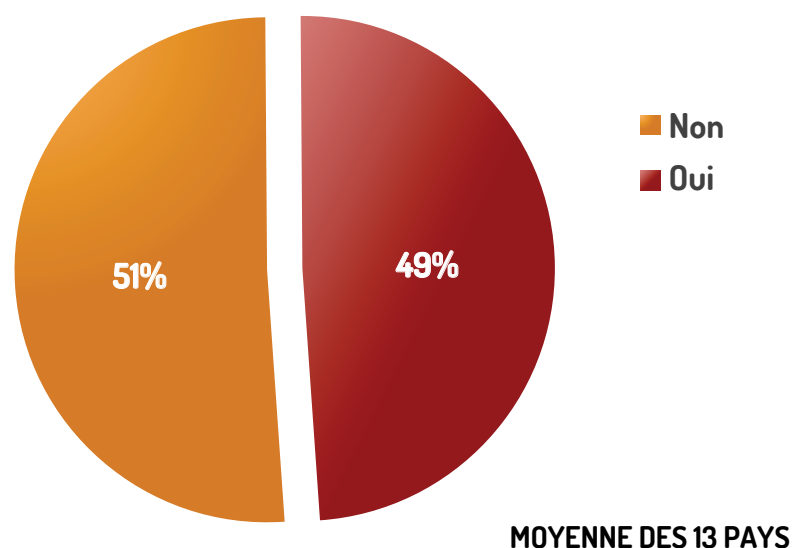
Question

Q3 Comment décririez-vous votre situation financière?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays. Aux fins de présentation, les réponses «ne sait pas» n'ont pas été affichées; celles-ci ont, au maximum, représenté 0 (zéro) pour cent.

Les réponses «vous n'avez pas assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement, la nourriture et l'électricité» et «vous avez assez d'argent pour les biens de première nécessité, mais vous ne pouvez pas économiser» ont été rassemblées dans la catégorie «ne parvient pas à économiser», et les réponses «vous avez assez d'argent pour les biens de première nécessité, et vous pouvez économiser un peu» et «vous avez assez d'argent pour les biens de première nécessité, et vous pouvez économiser beaucoup» ont été rassemblées dans la catégorie «parvient à économiser».

Graphique 9: Expérience personnelle ou familiale du chômage



Question

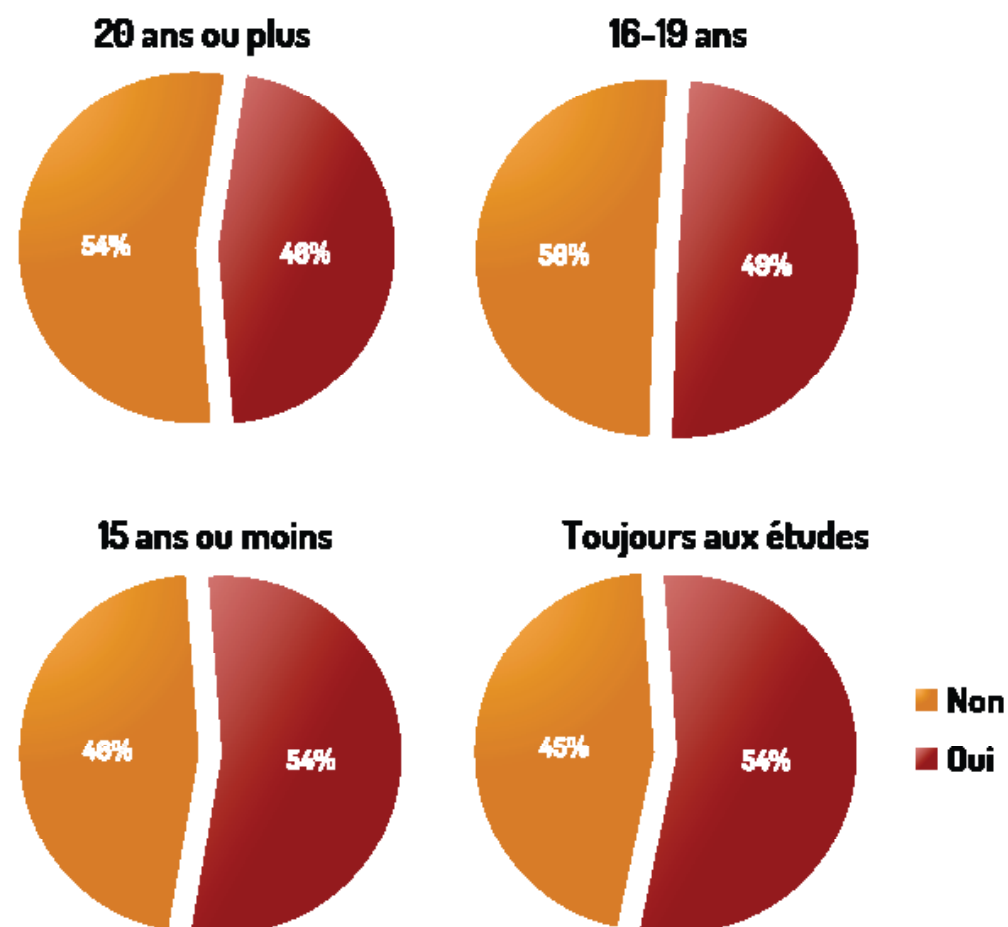
Q15 Au cours des deux dernières années, avez-vous ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ou subi une réduction des heures de travail?

Note

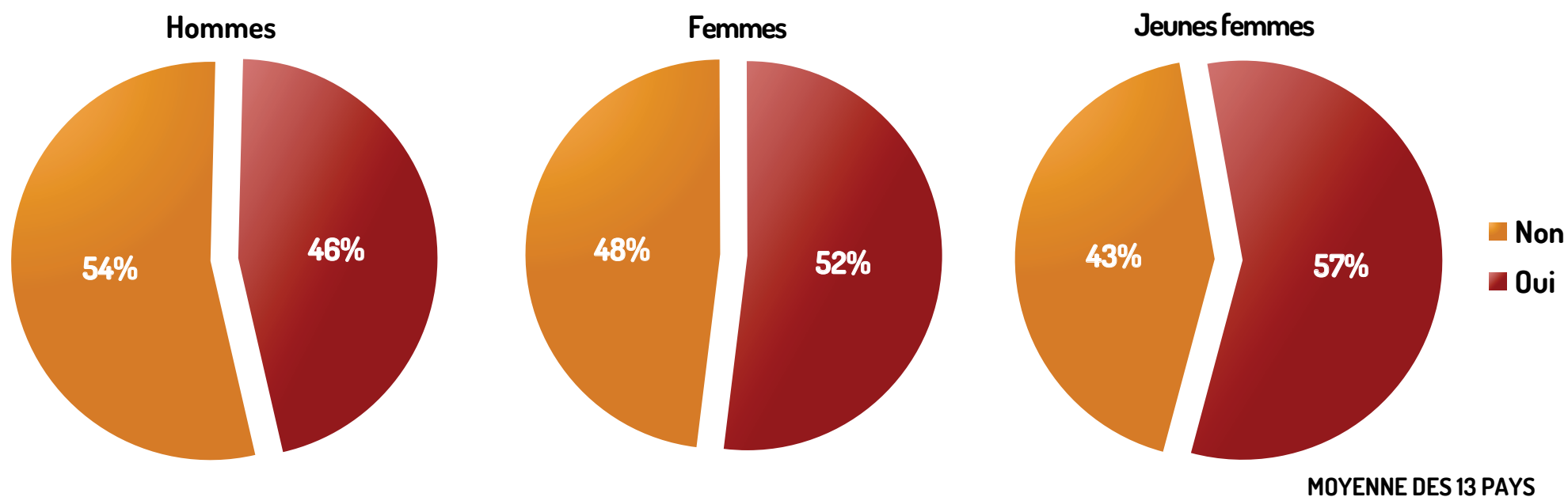
N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays.

N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays, n = 6.482 ont quitté l'école à 20 ans ou plus, n = 3.911 ont quitté l'école à 16-19 ans, n = 1.196 ont quitté l'école à 15 ans (124 personnes ne savaient pas ou ont refusé d'indiquer à quel âge ils ont quitté l'école, ne figurant pas sur le graphique).

Graphique 10: Éducation - expérience personnelle ou familiale du chômage



Graphique 11: Genre - expérience personnelle ou familiale du chômage



Question

Q15 Au cours des deux dernières années, avez-vous ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ou subi une réduction des heures de travail?

Note N = 13.013 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne chez les hommes, n = 6.728 en moyenne chez les femmes).

Graphique 12: Genre - lois en matière de sécurité d'emploi

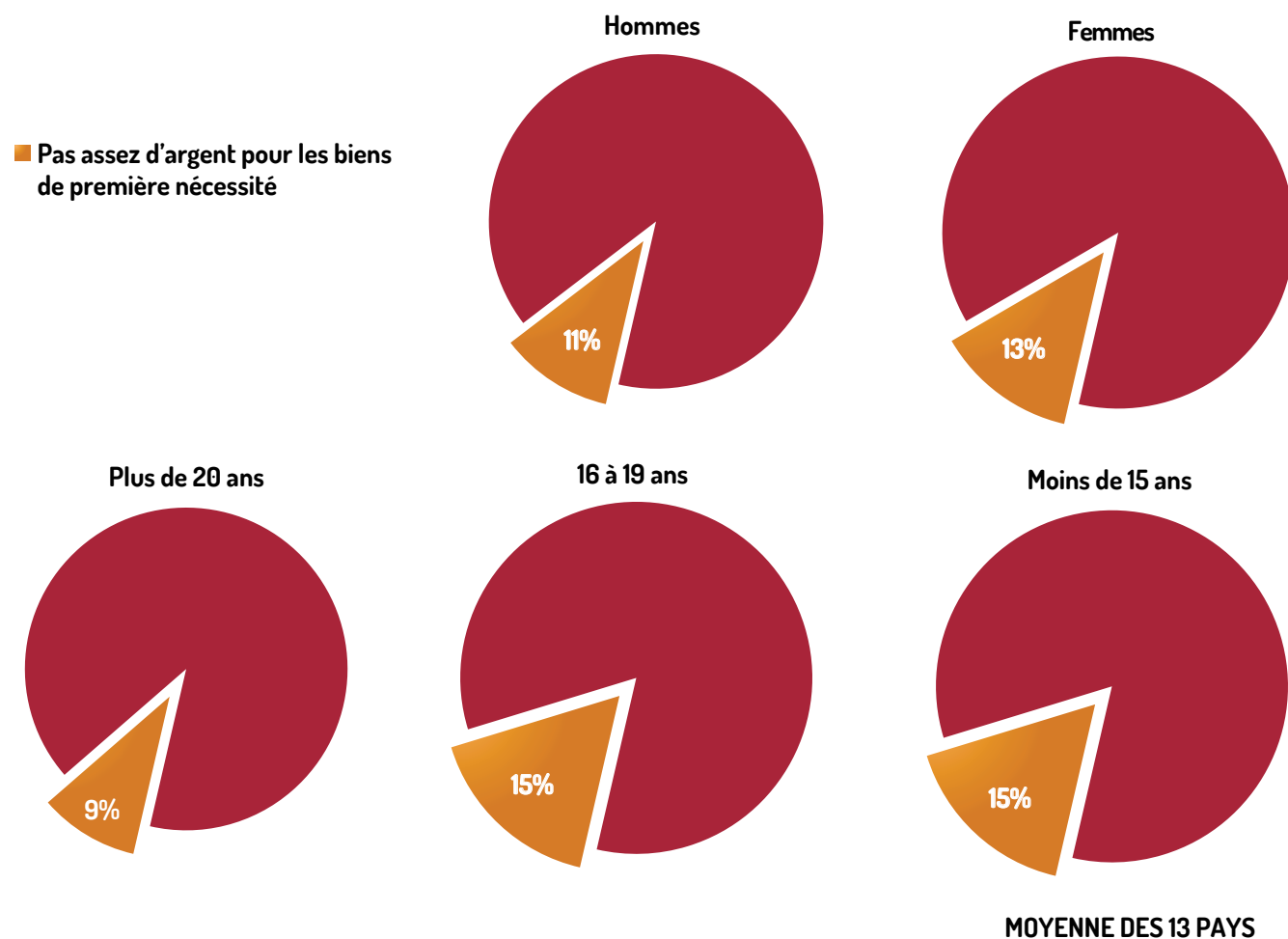


Question

Q8 Pensez-vous que les lois dans votre pays protègent correctement les travailleurs en matière de sécurité d'emploi?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays
(n = 6.287 en moyenne chez les hommes,
n = 6.728 en moyenne chez les femmes).

Graphique 13: Genre et éducation - situation financière personnelle:
pas assez d'argent pour les biens de première nécessité



Question

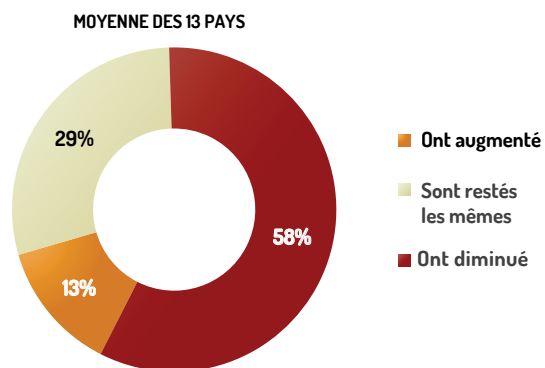
Q3 Comment décririez-vous votre situation financière ?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays.

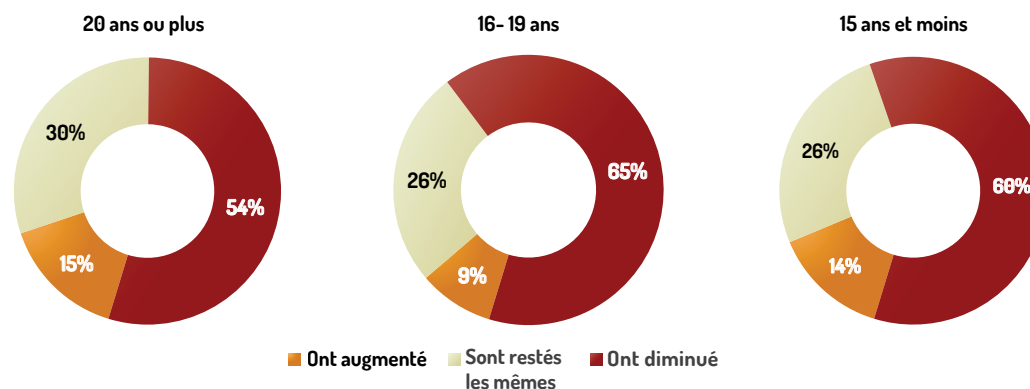
Aux fins de présentation, les réponses «ne sait pas» n'ont pas été affichées; celles-ci ont, au maximum, représenté 0 (zéro) pour cent.

N = 6.287 en moyenne chez les hommes, n = 6.728 en moyenne chez les femmes, n = 6.482 ont quitté l'école à 20 ans ou plus, n = 3.911 ont quitté l'école à 16–19 ans, n = 1.196 ont quitté l'école à 15 ans (124 personnes ne savaient pas ou ont refusé d'indiquer à quel âge ils ont quitté l'école, ne figurant pas sur le graphique).

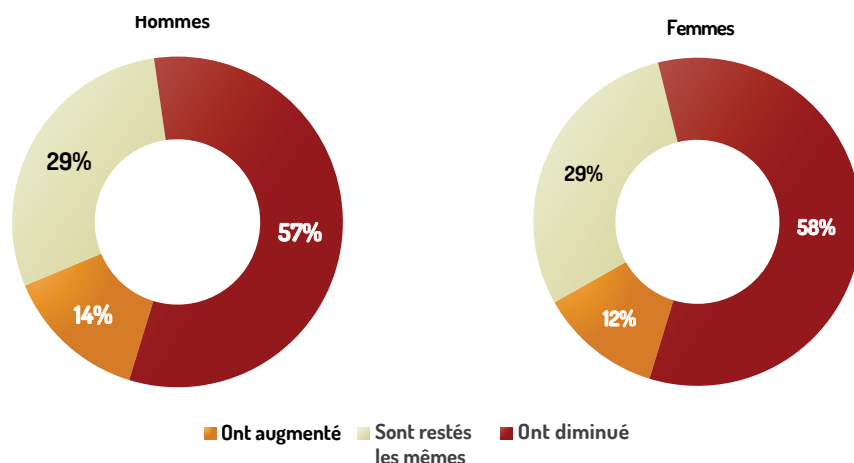
Graphique 14: Revenus de la famille et coût de la vie



Graphique 16: Éducation - revenus de la famille et coût de la vie



Graphique 15: Genre - revenus de la famille et coût de la vie



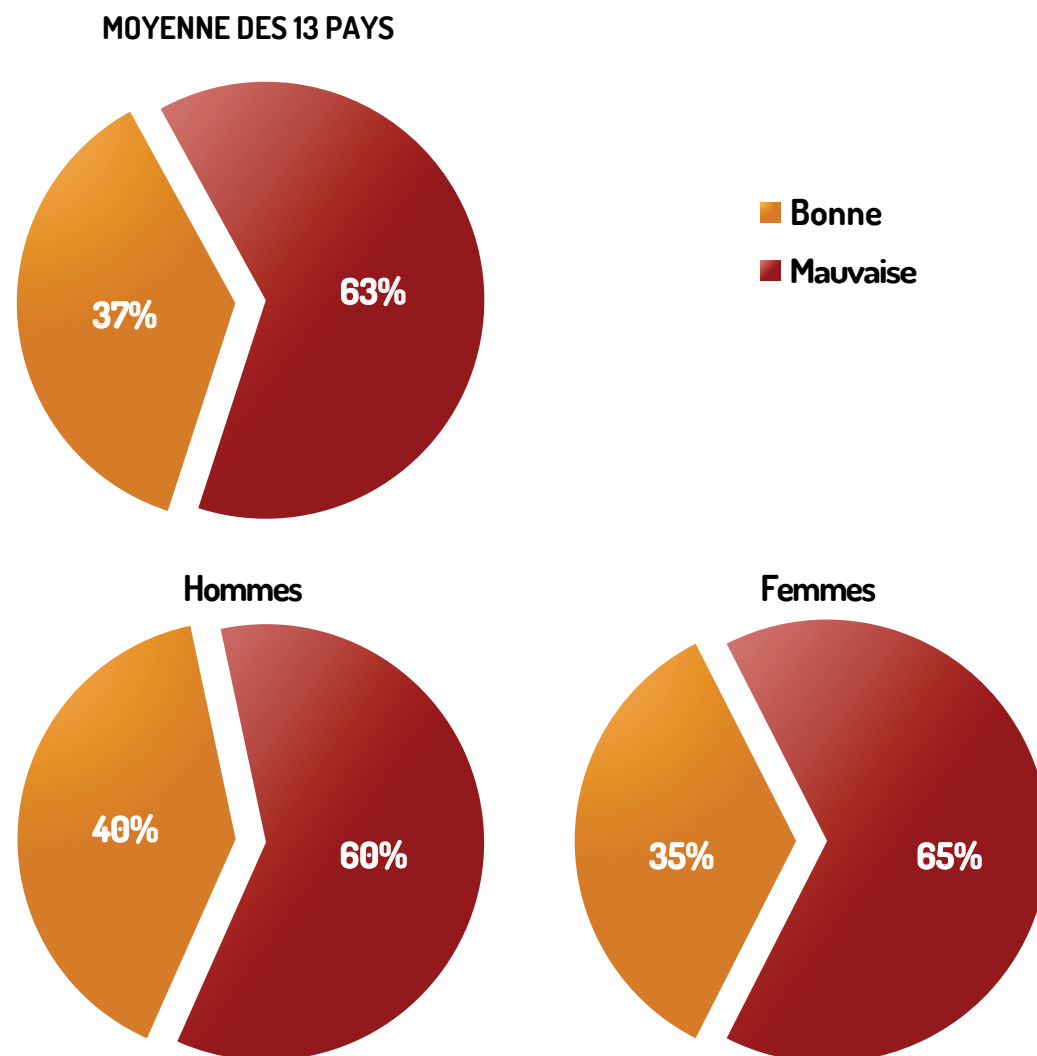
Question

Q4 Au cours des deux dernières années, pensez-vous que vos revenus et ceux de votre famille ont augmenté plus que le coût de la vie, ont diminué, ou sont restés les mêmes par rapport au coût de la vie?

Note N = 13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays. Aux fins de présentation, les réponses «ne sait pas» n'ont pas été affichées; celles-ci ont, au maximum, représenté à peine 1 pour cent.

N = 6.482 ont quitté l'école à 20 ans ou plus,
n = 3.911 ont quitté l'école à 16-19 ans,
n = 1.196 ont quitté l'école à 15 ans (124 personnes ne savaient pas ou ont refusé d'indiquer à quel l'âge ils ont quitté l'école, ne figurant pas sur le graphique).

Graphique 17: Genre: comment décririez-vous la situation économique de votre pays?



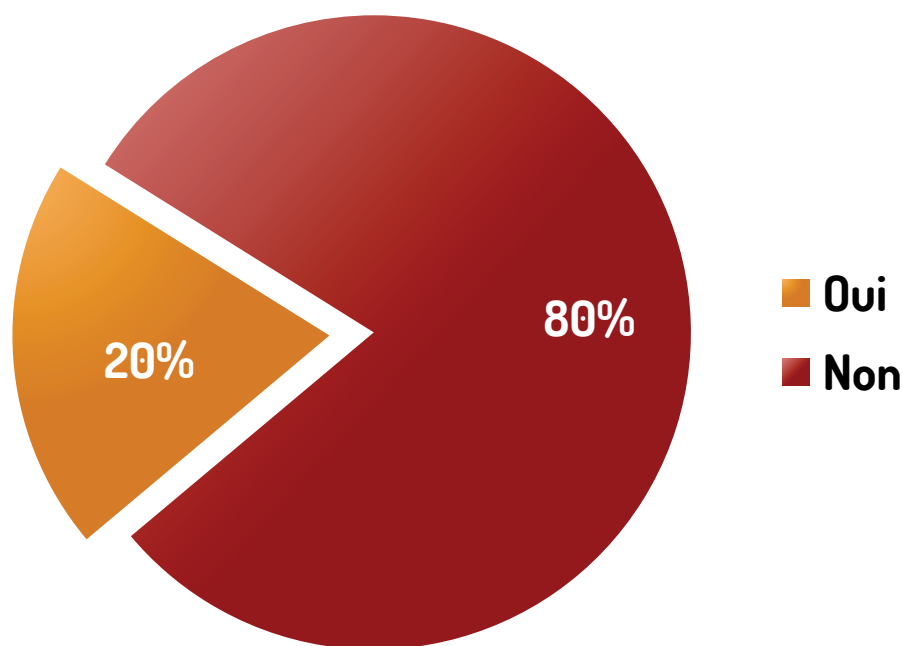
“ L’échec de la politique d’austérité a laissé en héritage un taux de chômage élevé, la montée des inégalités et la marginalisation de toute une génération de jeunes.
John Evans, secrétaire général de la TUAC ”

Question

Q2 En pensant à notre situation économique, comment décririez-vous la situation économique actuelle en ... (pays) ?

Note N = 13.015 personnes pour une moyenne de 13 pays. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n’ont pas été affichées; celles-ci ont, au maximum, représenté à peine 2 pour cent. N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne chez les hommes, n = 6.728 en moyenne chez les femmes).

Graphique 18: Le gouvernement et le chômage



MOYENNE DES 13 PAYS

“ Les citoyens se sentent abandonnés par leurs gouvernements qui sont vus comme incapables de résoudre le problème du chômage et accordant davantage la priorité aux intérêts des entreprises qu'à ceux de la main-d'œuvre.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

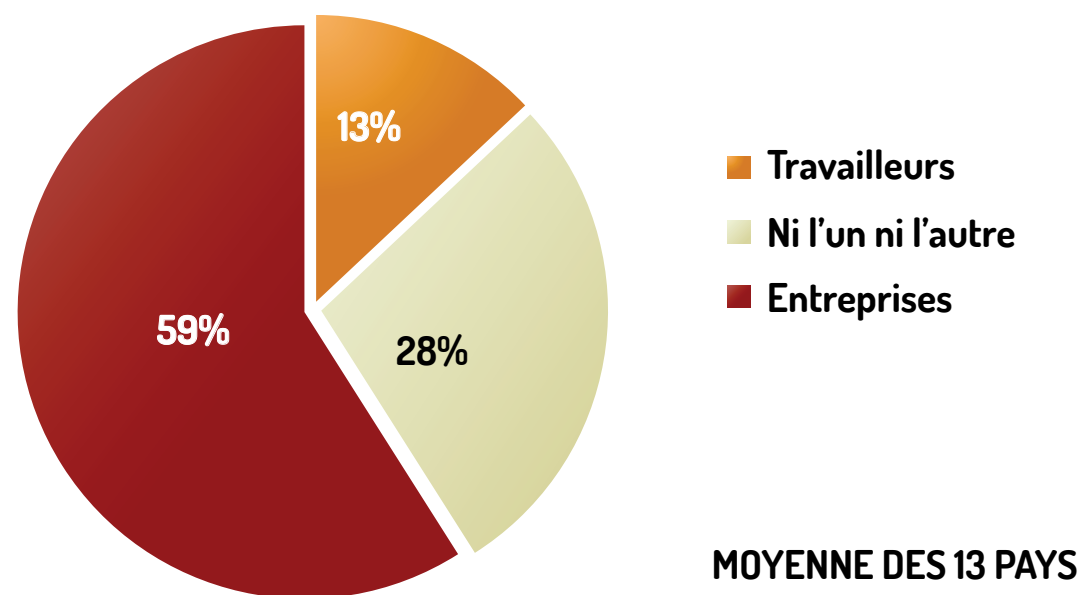
”

Question

Q5 Pensez-vous que votre gouvernement a efficacement abordé le problème du chômage depuis un an ou deux?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays.

Graphique 19: Les gouvernements accordent la priorité aux intérêts des entreprises



“ Il est particulièrement inquiétant que seulement 13 pour cent des personnes pensent que leur gouvernement agit dans l'intérêt des citoyens. Il est encore plus préoccupant que 28 pour cent estiment que les autorités n'agissent ni dans l'intérêt des travailleurs ni dans celui des entreprises.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

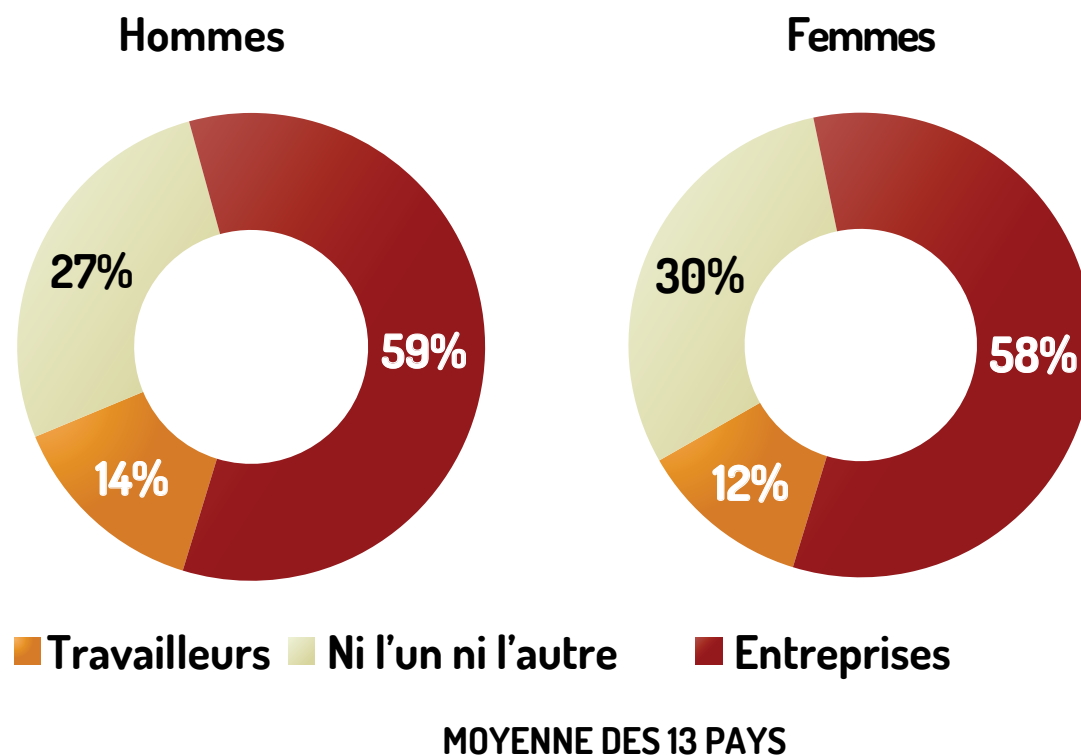
”

Question

Q5A Pensez-vous que pour décider des politiques économiques, votre gouvernement met davantage l'accent sur les intérêts des travailleurs et de leur famille, ou sur les intérêts des entreprises privées, de leurs investisseurs et des institutions financières?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays.

Graphique 20: Genre - les gouvernements accordent la priorité aux intérêts des entreprises



“ Le désenchantement et désengagement affaiblissent la confiance en la démocratie. Cette perte d'espoir est grave et il convient d'y remédier.

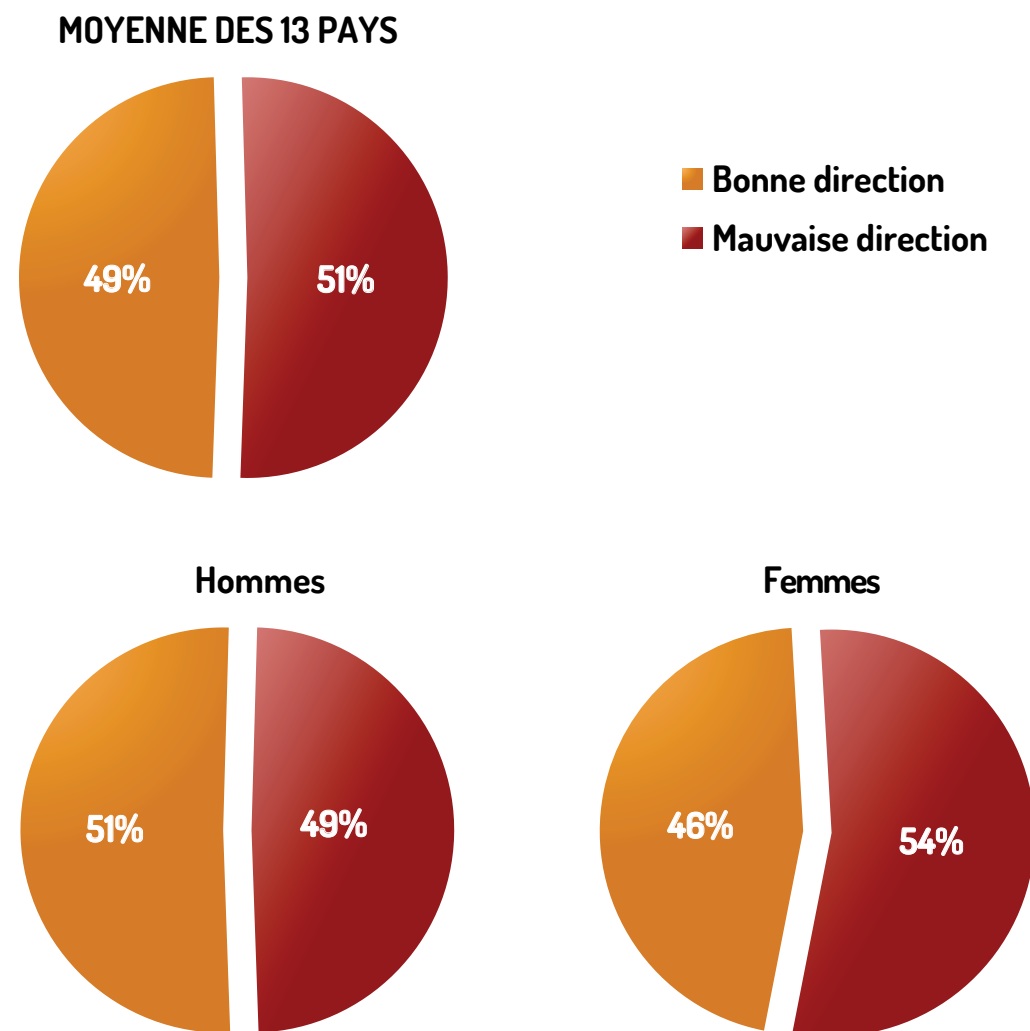
Víctor Báez, secrétaire général de la CSA ”

Question

Q5A Pensez-vous que pour décider des politiques économiques, votre gouvernement met davantage l'accent sur les intérêts des travailleurs et de leur famille, ou sur les intérêts des entreprises privées, de leurs investisseurs et des institutions financières?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne chez les hommes, n = 6.728 en moyenne chez les femmes).

Graphique 21: Genre - Direction du pays



“ La participation des femmes et les droits des femmes sont paralysés, ce qui n'est pas bénéfique pour les femmes, ni pour leur famille, ni pour nos économies.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

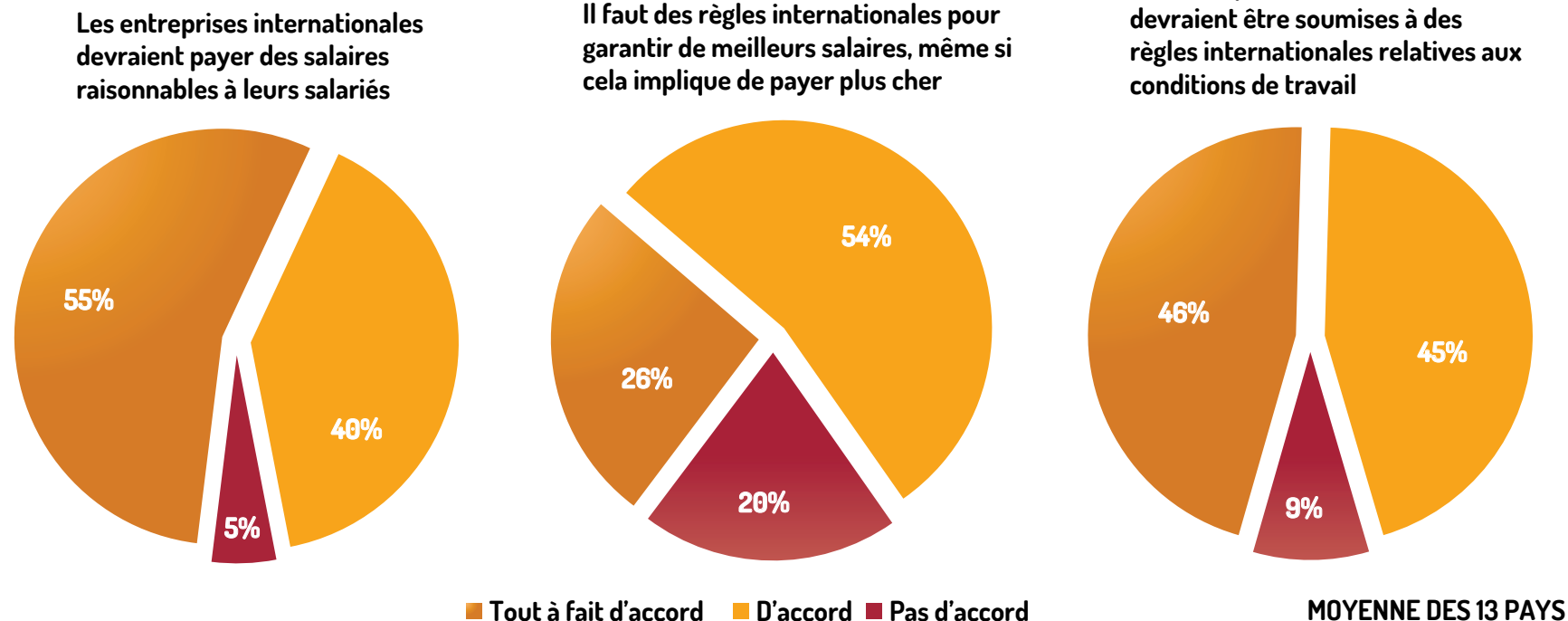
”

Question

Q1 Globalement, diriez-vous que votre pays va dans la bonne ou dans la mauvaise direction?

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne chez les hommes, n = 6.728 en moyenne chez les femmes).

Graphique 22 Normes internationales du travail



Question

Q7A Êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes?

Tous les employeurs et les entreprises devraient verser aux travailleurs un salaire raisonnable indépendamment du lieu où ils travaillent.

Je soutiendrais des normes internationales du travail visant à garantir que les entreprises multinationales paient mieux les travailleurs, même si je devais payer un peu plus pour des biens et des services.

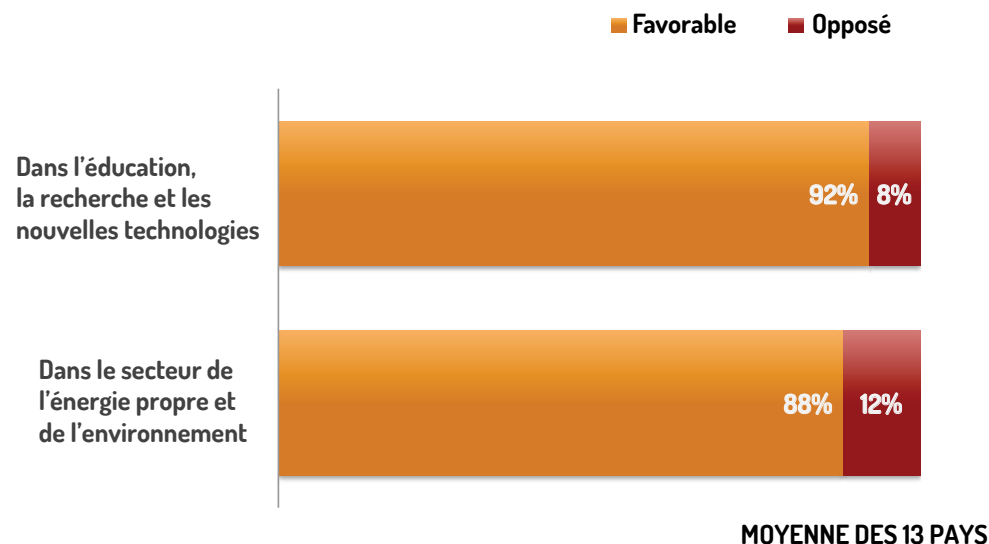
Les sociétés internationales devraient être soumises à des règles internationales relatives aux conditions de travail des employés qui fabriquent leurs produits et services, quel que soit le pays où se trouvent les employés.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays

“ Presque toutes les personnes qui ont répondu au sondage (95 pour cent) conviennent que les sociétés internationales devraient payer des salaires raisonnables à leur personnel. On ne peut pas construire une économie mondiale sur l'exploitation ”

Kwasi Adu-Amankwah, secrétaire général de la CSI-Afrique

Graphique 23: Politiques d'investissement



“ Les organisations syndicales réclament que les dirigeants investissent 1.000 milliards d'euros dans les infrastructures - moins de la moitié des deniers publics versés aux banques, selon des estimations en Europe et aux États-Unis. Nous transmettons juste le message que les citoyens veulent des actions.

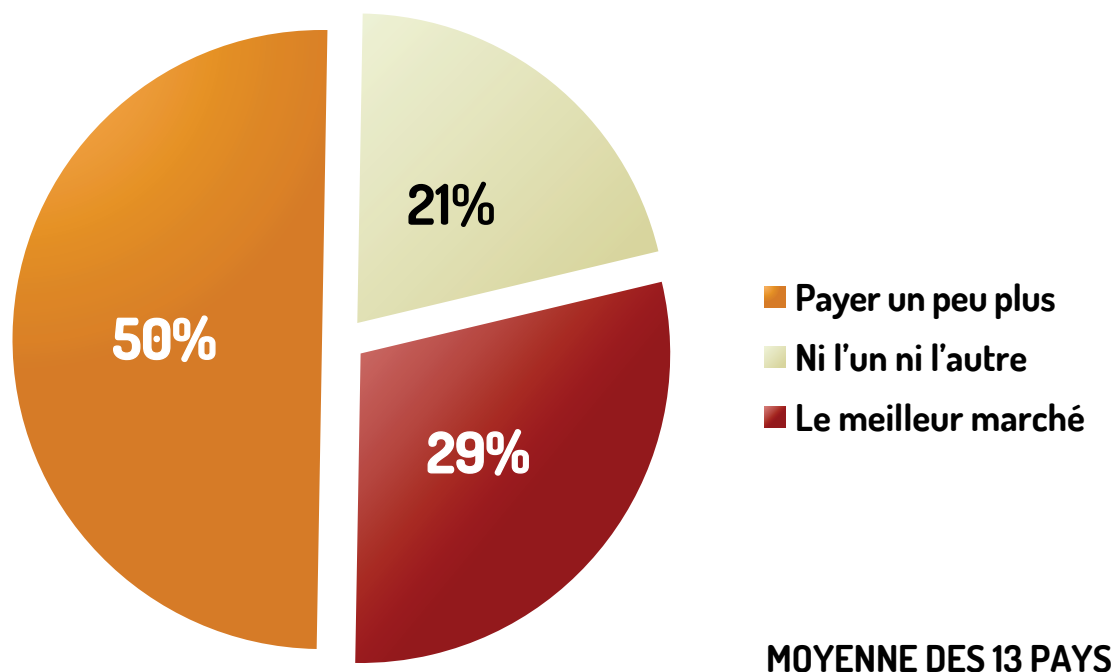
Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

Question

Q6 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous soutenez les politiques suivantes pour créer des emplois, développer de nouvelles activités et réduire le chômage: investissement public dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies; investissement public dans le secteur de l'énergie propre et de l'environnement.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays

Graphique 24: Position par rapport à une rémunération équitable - payer le meilleur marché par rapport à payer plus cher



“ Il se dégage une volonté évidente de payer plus cher en échange de salaires raisonnables pour la main-d'œuvre. Même des personnes sans revenus disponibles et victimes de vraies inégalités se disent prêtes à payer davantage pour des biens et des services s'ils s'accompagnent de salaires décents.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

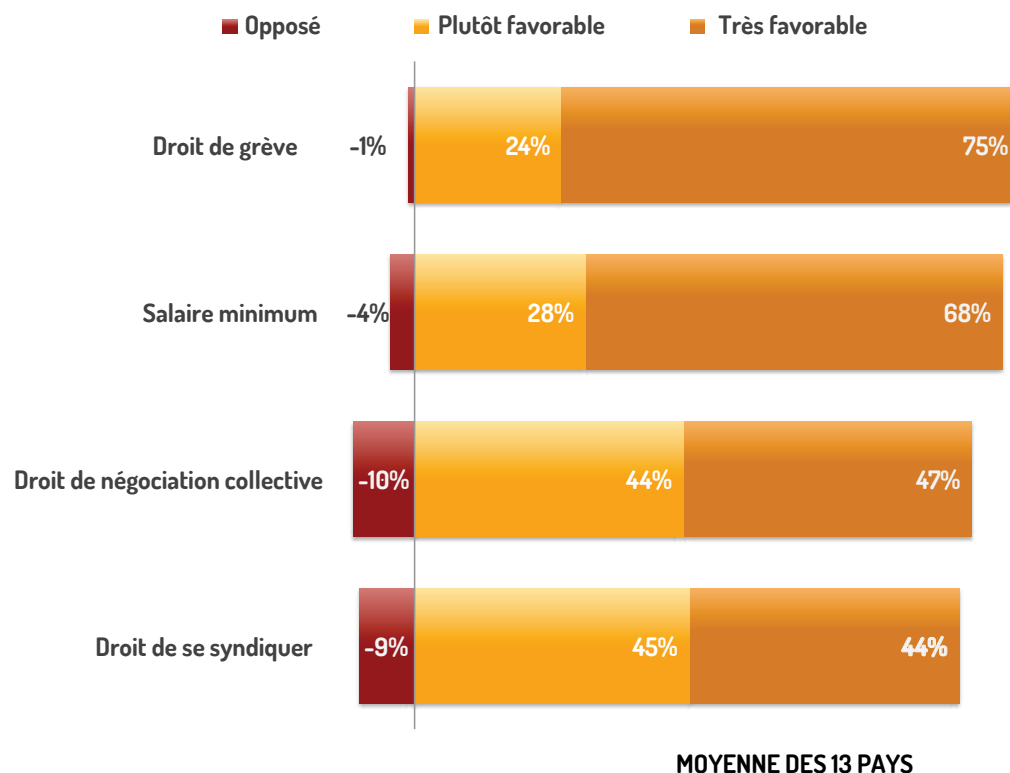
Question

Q7 De nombreux entrepreneurs et sociétés soutiennent qu'ils doivent déplacer leurs centres de fabrication ou de services dans d'autres pays, pratiquant des salaires inférieurs, afin de rester concurrentiels et de proposer leurs marchandises et leurs services aux consommateurs à des prix inférieurs.

Parmi les propositions suivantes, lesquelles reflètent le mieux votre attitude par rapport à l'achat de marchandises et de services? «Il est important, pour moi, de pouvoir acheter des produits ou des services au meilleur marché», «Je serais disposé à payer un peu plus cher pour la plupart des produits ou services si les sociétés payaient leurs travailleurs un salaire raisonnable», ou aucune des deux affirmations.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays.

Graphique 25: Des lois qui protègent les travailleurs



“ Le changement de cap inopportun de mesures de stimulation à des politiques d’austérité s’est accompagné d’attaques contre les institutions du marché du travail. Dans les 13 pays, les citoyens subissant ces attaques de plein fouet expriment un soutien majoritaire à des législations du travail.

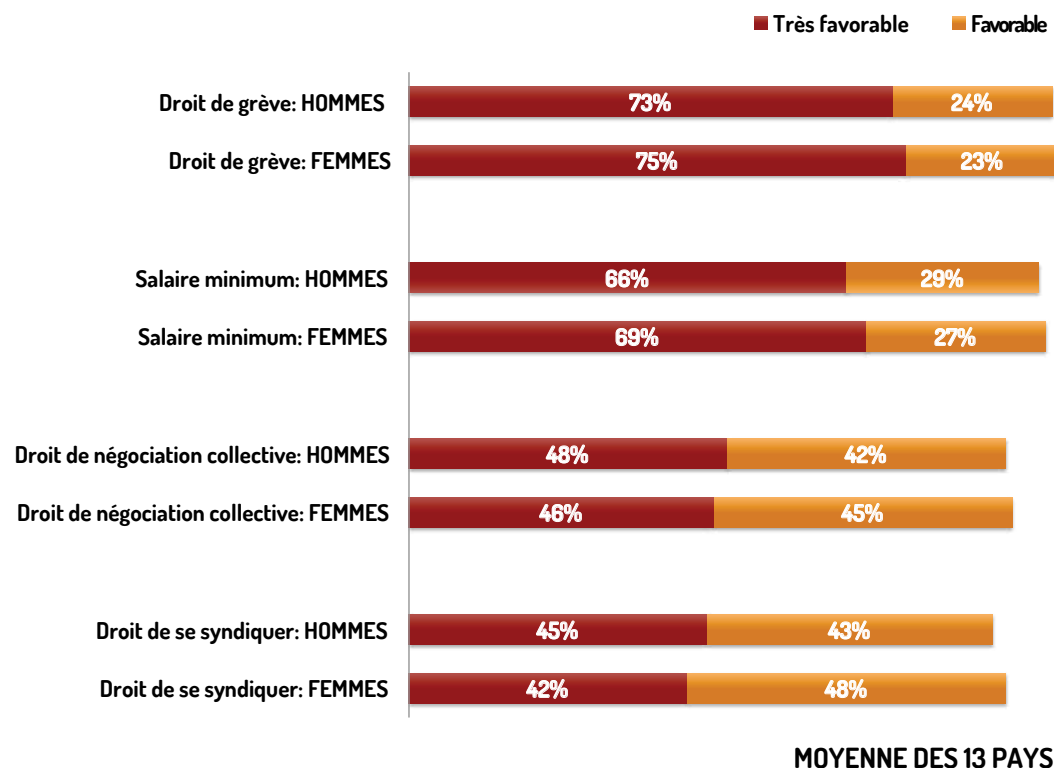
John Evans, secrétaire général de la TUAC ”

Question

Q11 Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des lois suivantes? Les lois qui protègent le droit de faire grève pour de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité; les lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs; les lois qui garantissent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, leur permettant de s’unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail; les lois qui accordent aux travailleurs le droit de se syndiquer.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne parmi les hommes, n = 6.728 en moyenne parmi les femmes).

Graphique 26: Des législations fermes en matière de travail



“ Des institutions du travail solides et des actions de lutte contre l’insécurité au travail combattent directement ce déficit du marché du travail.

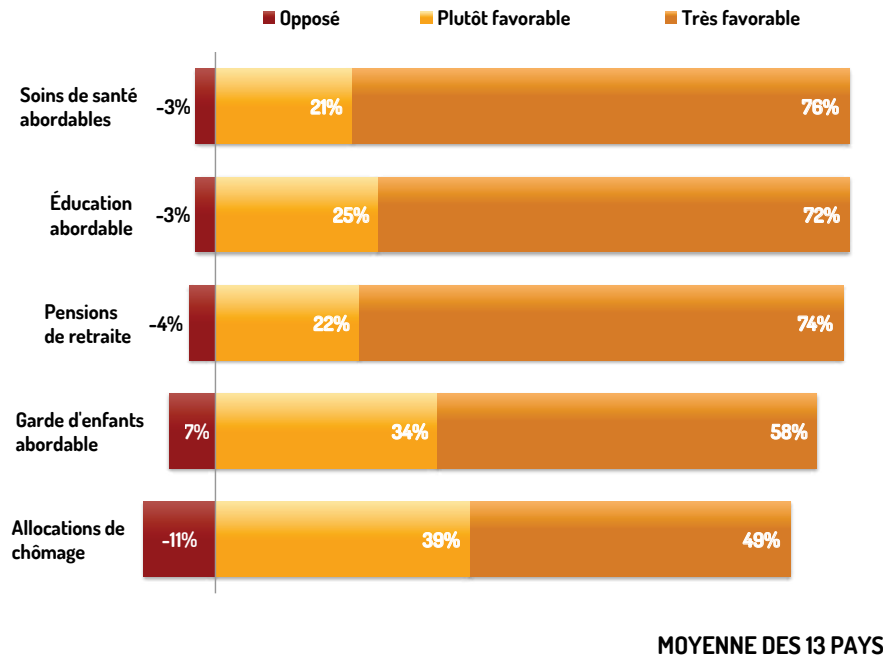
Noriyuki Suzuki, secrétaire général de la CSI-Asie/Pacifique ”

Question

Q11 Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des lois suivantes? Les lois qui protègent le droit de faire grève pour de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité; les lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs; les lois qui garantissent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, leur permettant de s’unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail; les lois qui accordent aux travailleurs le droit de se syndiquer.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays (n = 6.287 en moyenne parmi les hommes, n = 6.728 en moyenne parmi les femmes).

Graphique 27: Politiques de protection sociale

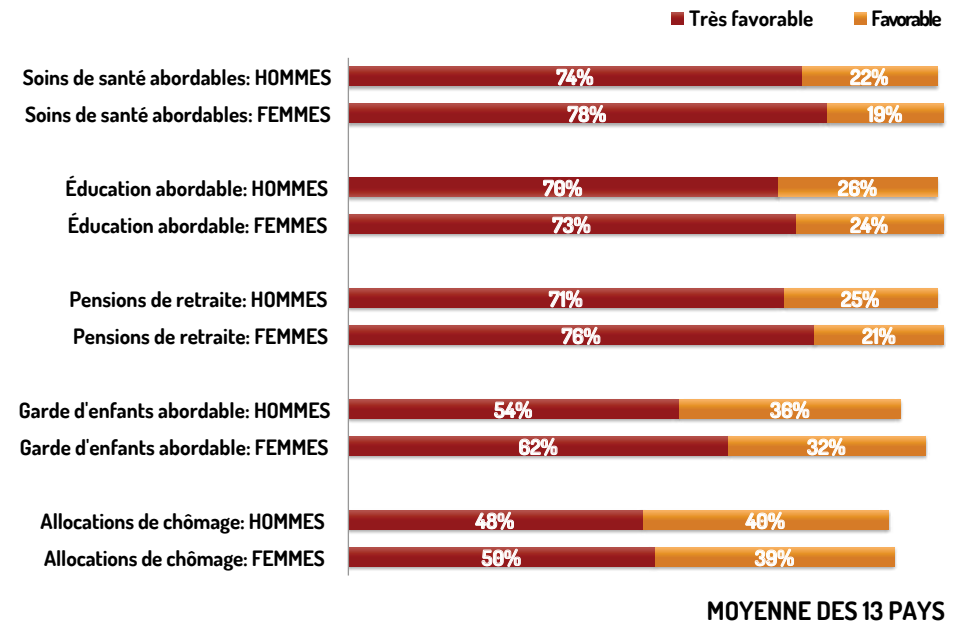


Question

Q12 Seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants? Des allocations de chômage, des pensions de retraite décentes, un accès abordable aux soins de santé, un accès abordable à l'éducation et un accès abordable à la garde d'enfants.

Note N = 13.015 pour une moyenne de 13 pays. Les politiques sont classées par ordre décroissant de celles qui ont obtenu le plus de soutien.

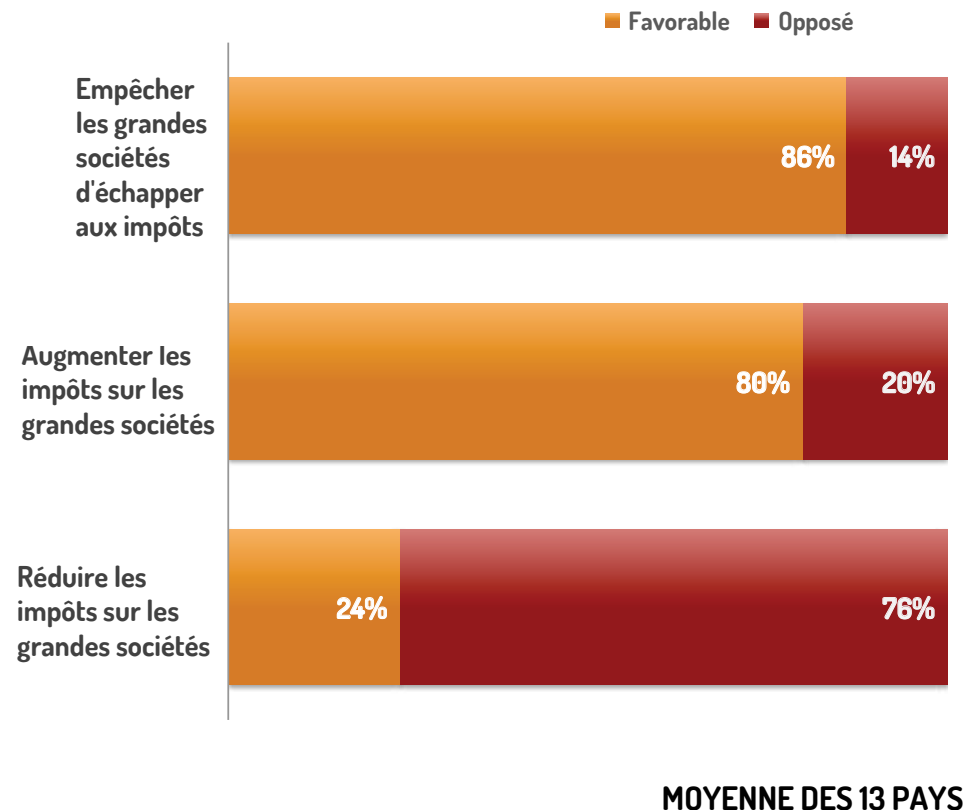
Graphique 28: Genre - politiques de protection sociale



“ Des emplois, la négociation collective, un salaire minimum permettant de vivre, une protection sociale et des services de base sont les principaux éléments permettant de réduire les inégalités.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

Graphique 29: Veiller à ce que les grandes entreprises paient leurs impôts



“ Cinq ans après le début de la crise économique, la menace que représentent les paradis fiscaux n’a pas disparu. Nous avons besoin d’actions, pas de simples paroles. Il devrait être possible de financer un plan coordonné pour l’emploi en empêchant les sociétés d’échapper aux impôts.

John Evans, secrétaire général de la TUAC

Question

Veillez indiquer dans quelle mesure vous soutenez les politiques suivantes pour créer des emplois, développer de nouvelles activités et réduire le chômage: augmenter les impôts sur les grandes sociétés multinationales; réduire les impôts sur les grandes sociétés multinationales; politiques pour empêcher les grandes sociétés multinationales d’échapper aux impôts.

Note N= 13.015 pour une moyenne de 13 pays. Les politiques sont classées par ordre décroissant selon les résultats obtenus pour «très favorable» et «favorable».

Le présent projet a porté sur des adultes (au moins 18 ans) vivant en Afrique du Sud, en Allemagne, en Belgique, au Brésil, au Canada, en Chine, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Inde, au Japon, au Royaume-Uni et en Russie.

Essential Research a conçu le sondage en consultation avec TNS Opinion et la Confédération syndicale internationale.

TNS Opinion a mené l'enquête sur le terrain grâce aux partenaires locaux de Lightspeed Research. TNS Opinion était responsable des traductions, du travail sur le terrain dans les 13 pays et du traitement des informations.

L'enquête a été menée du 18 avril au 1^{er} mai 2013.

L'échantillon dans chaque pays a été choisi pour refléter les proportions nationales en termes d'âge, de genre et de région.

Dans chaque pays, l'objectif était de mener 1.000 entrevues, pour un total de 13.015 personnes interrogées.

Tous les entretiens ont été menés électroniquement.

Les logiciels SPSS et Microsoft Excel ont été utilisés pour analyser et présenter les données.

Le présent projet a été mené conformément à la norme ISO 20252 telle qu'appliquée en Australie.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:

Gemma Swart au numéro +32 479 06 41 63 ou
gemma.swart@ituc-csi.org ou consultez le site web www.ituc-csi.org



Les sociétés EMC et Essential Research étaient responsables de la rédaction des questions et de la gestion du projet.



Anker Solutions s'est chargée de l'analyse et de la rédaction du rapport.



TNS opinion

TNS Opinion a coordonné le travail sur le terrain avec des partenaires locaux réputés dans tous les pays couverts par le sondage.



EMC est membre de l'Association of Market and Social Research Organisations.